



Communiqué

du 14 juin 2024

L'heure est grave et tout le monde le sait. Mais personne ne reconnaît ses responsabilités dans le basculement de l'opinion vers le Rassemblement National.

Depuis plus de 20 ans. La Gauche Républicaine alerte sur la montée de l'extrême droite, due au fait que la droite abandonnait la nation, au profit de l'Union européenne et de son libéralisme économique, favorisant le libre-échange et la désindustrialisation de la France. Due aussi au fait que la gauche abandonnait la défense des intérêts du monde du travail au profit de la défense de causes sociétales favorisant la montée du wokisme que nous connaissons aujourd'hui.

Jean-Pierre Chevènement avait porté ces alertes lors de la campagne présidentielle de 2002. Hélas, les partis de gauche traditionnels et les Verts ont refusé d'entendre.

Et en 2024 nous sommes contraints de subir un Rassemblement National qui devient la première force politique dans notre pays.

Nous pensons que ce n'est pas en appelant à faire barrage au RN à chaque élection que nous modifierons la situation actuelle.

Nous pensons que seul un programme regroupant l'ensemble des forces de la Gauche républicaine, laïque et sociale, pourra faire que les ouvriers et les employés notamment choisissent un autre bulletin de vote que celui du Rassemblement national.

La gauche aujourd'hui, est beaucoup trop divisée entre notamment les communautaristes, les Européistes maastrichtiens et fédéralistes, les va-t'en guerre contre la Russie et le risque de 3^e guerre mondiale, les anti-nucléaires, entre autres, pour pouvoir être une alternative crédible au Rassemblement National.

Pour le POURS il serait une erreur, de prendre des positions aujourd'hui qui en fait nous discréditeraient pour construire dans l'avenir un pôle de gauche qui retrouverait le soutien populaire et renverrait le Rassemblement National à des scores électoraux suffisamment faible pour ne plus être aux portes du pouvoir.

En conséquence pour ses élections législatives il est bien sûr inutile de rappeler que nous ne voterons ni pour la droite, ni pour l'extrême droite, mais que nous ne rejoindrons pas non plus un rassemblement de la gauche où la France Insoumise serait la force structurante. Ce rassemblement est d'ailleurs vu comme un accord d'appareil pour sauver des sièges et non pas comme une force autour d'un programme de gouvernement populaire et crédible pour la défense des intérêts tant collectifs qu'individuels du monde du travail.

Partout où cela sera possible nous soutiendrons des candidats de la Gauche républicaine, laïque et sociale.

Nous ne donnons pas de consigne de vote, les citoyens sont capables après avoir lu les programmes ou écouter les représentants des partis politiques de voter avec un point de vue motivé.

Après cette période électorale nous mettrons toute notre énergie pour permettre le regroupement autour d'un programme républicain, laïc, social et souverainiste de tous ceux qui pensent que cette perspective est la seule solution pour détourner les électeurs du Rassemblement National et de la droite.

Ce regroupement devra nous permettre d'être en capacité pour les élections prochaines d'obtenir un soutien significatif du peuple de France.

En conclusion, pour le POURS l'heure n'est pas à un front populaire avec la France insoumise mais serait plutôt à un Conseil National de la Résistance, avec la Gauche Républicaine et la partie de la droite identifiée autour du gaullisme social.

Pour votre information ci-joint 2 liens :

Vers le programme du nouveau front populaire.

<https://pours.fr/wp-content/uploads/2024/06/Programme-nouveaufrontpopulaire.pdf>

Vers le programme du nouveau front populaire annoté par nous.

<https://pours.fr/wp-content/uploads/2024/06/Programme-nouveaufrontpopulaire-annote.pdf>

Résumé de nos principaux désaccords :

- Rien sur la primauté de la souveraineté nationale face aux lois et décisions de l'UE.
- Les livraison d'armes à l'Ukraine.
- Rien sur le nucléaire mais beaucoup sur le renouvelable. Rien sur le retour au monopole pour le gaz et l'électricité.
- Pas de mesure contre l'immigration clandestine.
- Validation du terme islamophobie créé par les islamistes.